



## **Réforme du Lycée, du Bac et de l'accès à l'enseignement supérieur Face à un projet destructeur du service public d'éducation**

### **EN GREVE LE 6 FEVRIER**

Le ministre Blanquer présentera son projet de réforme au conseil des ministres le 14 février, trois semaines après la publication du rapport Mathiot. Le lycée proposé :

- Fragilise les horaires disciplinaires et signe la disparition des filières technologiques ;
- Prépare une annualisation des services des enseignant-es et la fin d'emploi du temps hebdomadaire ;
- Accroît la charge de travail des enseignant-es par le morcellement des enseignements en majeurs, en mineurs, en semestres ;
- Menace les missions des PsyEN par la création d'une certification à l'orientation des élèves destinée aux enseignants ;
- Contribue à hauteur de dizaines de milliers de postes à la diminution du nombre de fonctionnaires promise par M Macron ;
- Renforce la flexibilité et la modularité et, sous couvert d'autonomie, institutionnalise la concurrence entre établissements et entre disciplines dans les établissements ;
- Renforce les pouvoirs du conseil pédagogique qui s'ouvre à des "partenaires extérieurs" portant ainsi atteinte à la liberté pédagogique des enseignant-es ;
- Détruit la notion de classe et n'apporte aucune réponse pour gérer l'hétérogénéité. Aucun dédoublement n'est garanti ;
- Renforce les déterminismes et les inégalités sociales. Il met en difficultés les élèves les moins autonomes en introduisant une semestrialisation à horaires variables, couplée à un choix précoce de disciplines. Seuls les élèves avertis seront armés pour choisir les parcours les plus favorables.

Ce projet enfin enlève tout caractère national au baccalauréat. Il exclut nombre de disciplines des épreuves terminales pour une évaluation en contrôle continu renforcé, et donne libre cours à des pressions au local encore plus fortes. Associé au projet de loi Orientation et Réussite des Étudiants sur la restriction d'accès à l'Université, il transforme le baccalauréat en outil de sélection qui ne permettra plus aux bacheliers d'accéder automatiquement aux études supérieures.

Nos organisations, dans la suite des mobilisations interfédérales contre ParcoursSup des 12 décembre et 1er février réaffirment la nécessité de travailler tout au long du parcours au lycée à une orientation choisie, construite, accompagnée et évolutive avec les moyens humains et financiers nécessaires ; le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1er grade universitaire, garantissant l'accès de tous les bacheliers sur tout le territoire aux filières post bac et aux établissements de leur choix ; l'exigence d'ouverture massive de places supplémentaires en 1er cycle post bac et le refus de toute sélection à l'entrée à l'université ; le refus de l'instauration de blocs de compétences en lieu et place des diplômes et des qualifications ; l'abandon du projet de loi sur 1er cycle post bac et du plan «étudiants» qui l'accompagne, condition pour permettre une réforme ambitieuse qui garantisse le libre accès de chacun au supérieur.

**Pour toutes ces raisons, l'intersyndicale SNES-FSU, CGT Educ'action, SNLC-FO et SUD éducation appelle les personnels à faire grève et l'ensemble des acteurs à se rassembler et à manifester**

**le MARDI 6 FEVRIER à 11h devant l'IA35 quai Dujardin à Rennes  
pour l'abandon des projets de réforme du lycée, du bac et de l'accès à  
l'enseignement supérieur.**